

Prologue

Un projet pour l'Afrique de demain

Adebayo Olukoshi, Jean Bernard Ouédraogo** & Ebrima Sall****

Bilan partiel d'une histoire récente

Les récentes violentes crises sociales et la stagnation économique presque généralisée viennent nous rappeler que la question de l'avenir du continent Africain et du bien être des Africains se pose, plus que par le passé, sous le sceau de l'urgence. Les réponses que nous pouvons chacun apporter à cette question majeure passe obligatoirement par une confrontation avec des vérités déplaisantes sur notre continent : les fondements de économiques de nos Etats, la justification de notre dignité, en tant qu'êtres humains, sont à peine garantis dans une mondialisation féroce, dans laquelle les règles du jeu reposent sur la suprématie économique et militaire que les Africains n'ont pas pu s'assurer au fil du temps.

Le caractère absurde de cette situation de conflit, de violence et de cette vision politique identitaire favorisant les divisions semble d'autant plus évident que nous nous rappelons avoir tourné la page de l'histoire coloniale, déterminés que nous sommes à construire des nations soudées et développées, à partir d'un puzzle de groupes ethniques. En effet, au cours du dernier demi-siècle, l'accent avait été mis sur la construction de formations sociales solides et sur le développement du continent, c'est-à-dire la transformation des conditions de vie économiques, sociales et politiques des populations d'Afrique ; de multiples efforts ont également été déployés pour l'amélioration de notre statut et de notre dignité au sein de la communauté internationale. Aujourd'hui, un grand nombre de pays sont en proie à de violents conflits ou ont déjà vécu de telles situations. Le niveau de pauvreté est en hausse. De plus en plus de personnes sont marginalisées dans leur pays, et l'on compte de plus en plus de réfugiés ou de

* Ancien Secrétaire exécutif du CODESRIA (février 2001 - mars 2009).

** Ancien Secrétaire exécutif adjoint & Directeur du programme Bourse, formation et subvention du CODESRIA (mai 2002 - mai 2008).

*** Secrétaire exécutif du CODESRIA (depuis avril 2009).

déplacés internes. Même les institutions chargées de la socialisation des populations, qui, de tout temps ont été associées à la production d'identités nationales et internationales laïques favorisant l'intégration, telles que les écoles, l'armée, les syndicats, les églises et les mosquées, sont de plus en plus l'objet de divisions ou alors, gravitent autour de groupes spécifiques fondés sur une idéologie d'exclusion.

Que s'est-il donc passé ? Comment l'Afrique a-t-elle pu se détourner de ses nobles ambitions et de ses projets sociétaux d'hier, pour arriver à une situation où plus de la moitié des Africains vivent au milieu de la violence (physique, structurelle et symbolique) et de la pauvreté ? Comment les pays africains peuvent-ils réinstaurer les conditions nécessaires à l'établissement de sociétés pacifiques, harmonieuses, justes et équitables ? La liste des acteurs et des facteurs responsables du malheur de l'Afrique est longue, très longue, et va de l'impérialisme, qui s'est récemment manifesté à travers les programmes d'ajustement structurel, à la mal gouvernance, pour reprendre une phrase longuement ressassée. Pour couronner le tout, des pandémies telles que le VIH/SIDA et le paludisme menacent d'annihiler le fruit de nombreuses années de dur labeur et de lutte pour le développement et la démocratie ; celles-ci risquent également de détruire les groupes les plus productifs de nos sociétés. Il est inutile d'ajouter que les promesses de développement et de progrès dans certains pays, au niveau du continent, (particulièrement sous les auspices de l'UA et du NEPAD) et de la sous-région, ne pourront être réalisées que si l'on arrive à renverser les tendances défavorables, qui se sont cristallisées autour des luttes pour la citoyenneté.

Notre devoir collectif de construction un espoir

L'objectif de la politique de dialogue approfondie n'était pas de se lamenter ou de désigner les responsables des maux de l'Afrique, mais plutôt de méditer sur les conditions et les schémas à emprunter pour un nouveau contrat social, et réfléchir à ce que nous pouvons faire pour nous libérer de la misère et de l'oppression, et surtout, songer aux investissements que nous devons accomplir pour accélérer le développement de l'Afrique. L'on pourrait commencer par reconstruire les bases de notre tissu national et social, qui ont été mises à rude épreuve au cours de ces deux dernières décennies. Il nous faut redéfinir les bases d'une appartenance et d'une citoyenneté nationales et locales, ainsi que les bases d'une amélioration des relations entre les individus et les divers groupes, mais également celles d'une instauration de relations nouvelles entre ceux qui gouvernent/ dirigent les institutions étatiques et non étatiques, et les gouvernés. Comme l'affirmait, à juste titre, le sociologue allemand Jürgen Habermas :

Les identités collectives sont construites, elles ne sont pas spontanées. Mais elles ne sont capables d'unifier que les groupes hétérogènes. Les citoyens qui partagent une vie politique commune sont également une multitude d'autres, dans leur relation les uns envers les autres, et chacun d'eux constituera toujours un « Autre », Jürgen Habermas.

La politique de dialogue approfondie s'est attaquée ainsi aux principaux défis posés par la réinvention de nos identités, et par la redéfinition des bases économiques, sociales, culturelles, morales, éthiques et institutionnelles de la citoyenneté et de l'appartenance aux communautés nationales et locales, mais également des bases nécessaires à l'établissement d'une identité panafricaine et d'un statut digne de l'Afrique au sein de la communauté internationale. Cela semblerait bien être l'unique manière de renverser la tendance xénophobe, ainsi que les autres tendances sociales exclusionnistes qui se manifestent dans le continent ; cela pourrait également permettre de transformer nos pays et sociétés, ainsi que notre continent, en un lieu sûr, et paisible.

Axes de dialogue

1. Vivre ensemble : citoyenneté locale et panafricaine

Les identités collectives sont construites, non données. Notre force est basée sur notre diversité, mais également sur la construction de sociétés inclusives. Cela implique la protection et la promotion des droits humains individuels et collectifs pour tous, mais également le partage de nos responsabilités les uns avec les autres, mais aussi avec la future génération d'Africains. Cela implique également la promotion de la complémentarité de genre, ainsi qu'une plus grande ouverture aux autres.

2. Développer et mettre notre économie et notre gouvernance au service de tous les Africains : vers un nouveau contrat social

Le type de relations entre les élites et les citoyens ordinaires, les dirigeants et leur peuple, entre les représentants élus et leurs électeurs, et la manière dont ces derniers délèguent les responsabilités, constituent un élément déterminant de la problématique de la démocratie. Il nous faut promouvoir nos valeurs culturelles, celles qui ont un grand rayonnement universel, particulièrement dans le domaine de la solidarité, de la réciprocité et de la responsabilité. Ces éléments constituent également les bases sur lesquelles doit être fondée toute forme de gouvernance démocratique et légitime.

3. Notre avenir dans une communauté mondiale compétitif

Nous, Africains, devons réinventer notre propre avenir et renégocier notre place au sein de la communauté internationale. Notre vision du futur déterminera l'éducation et la socialisation de nos enfants, la conception de nos écoles et autres institutions, les divers types de politiques que nous concevons et mettons en place, mais également nos relations les uns aux autres et avec le reste du monde. Cela signifie qu'il nous faut « penser avec nos propres têtes, en fonction de nos propres réalités », comme l'affirmait un grand dirigeant africain ; cela veut également dire qu'il faudrait investir dans le domaine de l'éducation, de la recherche et du développement des ressources humaines, mais également lier la recherche à la politique publique et à la prise de décision. L'Afrique possède les ressources nécessaires, ainsi que la capacité à concevoir et construire un meilleur avenir pour elle-même, et contribuer au développement mondial d'une manière très significative.

Présentation du dialogue

Ce dialogue a vu la participation d'environ 100 personnes soigneusement sélectionnées, présentant diverses formations et responsabilités. Des contributions ont été commissionnées auprès de 36 à 40 éminents chercheurs africains ; ces contributions ont constitué des documents de base qui ont été distribués en édition limitée. Ces documents ont été présentés au cours des séances plénières ; les différents orateurs (éminent chercheur, ancien chef d'État ou chef d'État en exercice, ou encore décideur politique ou toute autre personnalité africaine) ont du répondre aux questions posées à la suite de leur présentation. L'objectif était de faire de cette rencontre un large dialogue de politique de très haut niveau, destiné à élaborer un consensus relatif à la manière d'aborder les principaux défis actuels du continent africain, ceci de façon très concrète. Ce dialogue a eu lieu en anglais et français.

Cependant, Abuja n'était qu'une étape dans ce qui va nécessairement être un long processus entamé depuis septembre 1995 lors d'un colloque à Arusha sur le génocide rwandais.

Dans la série de dialogue entre chercheurs et décideurs, le CODESRIA a organisé plusieurs autres colloques sur les grands défis auxquels l'Afrique est confrontée. La particularité du colloque d'Abuja réside, entre autre, à la fois dans la diversité des participants parmi, lesquels il y avait d'éminents chercheurs, des chefs d'État, des personnalités du secteur privé, des dirigeants d'organisations de la société civile, des journalistes, des membres de la diaspora africaine, et bien d'autres personnes ; mais aussi le caractère ambitieux

des objectifs qu'on lui avait fixé. En effet, le principal résultat du dialogue d'Abuja devait être l'adoption d'un document de consensus contenant douze propositions pour un nouvel engagement envers l'Afrique. Les thèmes suivants ont été abordés :

1. *Vivre ensemble : citoyenneté locale et panafricaine*

- i) Redéfinition de la citoyenneté et des droits civiques,
- ii) Ethique et valeurs, et
- iii) Sécurité humaine.

2. *Histoire et culture*

- i) Ancrer les notions d'histoire et de culture dans les programmes éducatifs,
- ii) Soutenir la discipline que constitue l'histoire, et
- iii) Intégrer la culture dans les projets de renouveau national et continental.

3. *Mettre la gouvernance au service de tous les Africains : vers un nouveau contrat social*

- i) Responsabilités des élites,
- ii) Responsabilités des citoyens ordinaires, et
- iii) La responsabilité et les relations entre les dirigeants et les populations.

4. *Hommes, femmes et complémentarité de genre*

- i) Repousser les limites de l'égalité de genre,
- ii) Garantir un rôle aux femmes dans la vie publique, et
- iii) Investir dans l'éducation des jeunes filles.

5. *Langue et communication*

- i) Promotion des langues africaines, et
- ii) La liberté d'expression-radio, TV, journaux, TIC, etc.

6. *Production et commerce*

- i) Infrastructures-routes, chemins de fer transports aérien et maritime
- ii) Production,
- iii) Commerce, et
- iv) Monnaies et finance.

7. *Redéfinition de la politique sociale*

- i) Éducation,
- ii) Formation,
- iii) Santé, et
- iv) Habitat.

Afrique : Réaffirmation de notre engagement

8. Maintenir la sphère publique ouverte et démocratique

- i) Pluralisme organisationnel,
- ii) Sources plurielles d'information, et
- iii) Liberté d'information.

9. Conflit, violence et paix

- i) Institutions et politiques de maintien de la paix.

10. Renégocier la place de l'Afrique dans le monde

- i) Préserver notre dignité individuelle et collective, et
- ii) Soutenir la présence économique, politique et culturelle de l'Afrique au niveau mondial.

11. Recherche et élaboration de politiques publiques

- i) Penser avec nos propres têtes, en fonction de nos propres réalités,
- ii) Investir dans la recherche, et
- iii) La recherche et la prise de décision publique.

12. Réinventer notre futur

- i) Un avenir plein d'opportunités,
- ii) Nous positionner par rapport aux standards les plus élevés en matière de gouvernance et de civisme, et
- iii) Une Afrique constituée de citoyens libres.

Or, il faudrait poursuivre le dialogue et le faire accompagner par d'autres initiatives à plusieurs niveaux et de plusieurs types (dont la recherche, l'enseignement et l'action politique) pour aboutir à un niveau de consensus qui serait la traduction concrète de notre réconciliation avec nous-mêmes, et de la réaffirmation de notre engagement pour l'Afrique. Les textes réunis dans cet ouvrage illustrent à la fois l'importance et la complexité d'un tel engagement.

A Project for the Africa of Tomorrow

*Adebayo Olukoshi**, *Jean Bernard Ouédraogo*** & *Ebrima Sall****

Partial Assessment of Recent History

Recent violent social crises and the generalised economic stagnation come to remind us that the issue of Africa's future and the well-being of Africans, more than in the past, is urgent. Bringing answers to this major issue would necessarily require going through a confrontation with the unpleasant truths about our continent: the economic foundations of our states and our dignity as human beings are barely guaranteed in a ferocious globalisation in which the rules of engagement are based on economic and military supremacy, something that Africans are yet to achieve.

The absurdity of this situation of conflict, violence and of politics based on identity that favours divisions becomes more evident when we remember having turned the page of colonial history, determined, as we were, to build united and developed nations out of a puzzle of ethnic groups. Indeed, during the last half-century, focus was on the construction of strong social formations and on the development of the continent, namely the transformation of the economic, social and political living conditions of the people of Africa. Numerous efforts were deployed to improve our status and our dignity within the international community. Today, a great number of countries are subject to violent conflicts or have already experienced them. Poverty levels are rising. More and more people are marginalised in their own countries, and there are more and more refugees and internally displaced people. Even institutions in charge of the socialisation

* Former Executive Secretary of CODESRIA (February 2001 – March 2009).

** Former Deputy Executive Secretary & Head of the Training, Grants and Fellowships Programme, CODESRIA (May 2002 – May 2008).

*** Executive Secretary of CODESRIA (as of April 2009).

Africa: Reaffirming Our Commitment

of the population, which have always been associated with the production of secular national and international identities that favour integration such as schools, the army, trade unions, churches and mosques, are more and more subject to division or gravitate around specific groups which uphold an ideology of exclusion.

What then happened? How did Africa divert itself from its noble ambitions and its societal projects of yesterday to arrive at a situation where more than half of Africans live amidst violence (physical, structural and symbolic) and poverty? How can African countries restore the necessary conditions to the establishment of pacific, harmonious, just and equitable societies? The list of actors and factors responsible for Africa's misfortune is long, very long, and goes from imperialism that manifested itself recently in structural adjustment programmes, to bad governance, to repeat a long rehashed phrase. To top it all, pandemics like HIV-AIDS and malaria threaten to annihilate the fruits of many years of hard work and struggle for development and democracy; they also threaten to destroy the most productive groups in our societies. Needless to say that promises of development and progress in some countries, at the continental level (particularly under the auspices of AU and of NEPAD) in the sub-region, will be realised only if we succeed in reversing the unfavourable trends that have crystallized around struggles for citizenship.

Our Collective Duty to Bring About Hope

The objective of the advanced policy dialogue was not to lament or to fingerpoint those who caused Africa's ills, but rather to think of conditions and strategies to be used for a new social contract, and reflect on what we can do to free ourselves from poverty and oppression, and most importantly, identify the necessary investments to accelerate Africa's development. One could start with the foundational reconstruction of the social and national fabric which have been eroded over the last two decades. We must redefine the foundations of national and local belonging and citizenship, as well as reinforce the improvement of relations between individuals and various groups, but also establish new relations between the leaders of state and non-state institutions, and the people. As rightly affirmed by the German sociologist, Jürgen Habermas:

Collective identities are built, they are not spontaneous. But they can only unify heterogeneous groups. Citizens who share a common political life are also a multitude of others, in their relation with one another, and each will always constitute an 'Other' (Jürgen Habermas).

The advanced policy dialogue tackled the main challenges posed by the reinvention of our identities, and by the redefinition of the economic, social, cultural, moral, ethical and institutional foundations of citizenship and belonging to national and local communities, but also of the foundation necessary for the establishment of a pan-African identity and of a status worthy of Africa within the international community. This would seem to be the only way to reverse the xenophobic tendency, as well as other social exclusionist tendencies that are manifest on the continent; this would help transform our countries and societies, as well as our continent into a safe and peaceful place.

Framework of Dialogue

1. Living Together: Local and Pan-African Citizenship

Collective identities are constructed, not given. Our strength is based on our diversity, but also on the construction of inclusive societies. This implies the protection and promotion of individual and collective human rights for all, but also the sharing of our responsibilities, and also with the future generation of Africans. This implies the promotion of gender complementarity, as well as greater openness towards others.

2. Develop and put our Economy and our Governance in the Service of all Africans: Towards a New Social Contract

The kind of relationships between elites and ordinary citizens, leaders and their people, between elected representatives and their voters, and the way the former delegate their responsibilities, constitute a determining element in the issue of democracy. We must promote our cultural values, those which have a universal appeal, pertaining in particular to solidarity, reciprocity and the sense of responsibility. These elements constitute the basis upon which are founded all forms of democratic and legitimate governance.

3. Our Future in a Global and Competitive Community

We, Africans, must reinvent our own future and renegotiate our place within the international community. Our vision of the future will determine the education and socialisation of our children, the conception of our schools and other institutions, the various types of policies we conceive and implement, but also our relationships with one another and the rest of the world. This means that we must "think with our own heads, according to our realities", as mentioned by one great African leader. This also means that there is a need to invest in education,

research and in the development of human resources, and also connect research to public policy and decision-making. Africa has the necessary resources, as well as the capacity to conceive and build a better future for itself, and contribute significantly to global development.

Presentation of the Policy-Dialogue

This policy-dialogue has seen the participation of about 100 carefully selected participants of diverse backgrounds and responsibilities. About 40 prominent African scholars were commissioned to produce documents that were distributed to participants and presented during the plenary sessions. The various speakers (researchers, former or incumbent heads of state, policy-makers and other African personalities) also attended to questions from the audience after their respective presentations. The objective was to make this meeting a large, high level policy dialogue, with the aim to design a consensus around the way by which to concretely address the current main challenges of the African continent. The dialogue was conducted both in French and English.

However, Abuja was only a stage in what is to be a long process which started in September 1995 at a symposium on the Rwandan genocide.

In the series of dialogue between researchers and policy-makers, CODESRIA has decided to organise other colloquia on the main challenges facing Africa today.

The particularity of the Abuja Colloquium is, among others, in the diversity in its participants made up by eminent researchers, heads of state, private sector personalities, leaders of civil society organisations, journalists, members of the African diaspora, and many more. The other aspect is the ambitious character of its objectives. The main result of the Abuja dialogue was to be a consensus document containing twelve propositions for a new commitment towards Africa. The following themes are more or less implicit of the general spirit of the conference:

1. Living Together: Local and Pan-African Citizenship

- i) Redefinition of citizenship and civil rights,
- ii) Ethics and values, and
- iii) Human security.

2. History and Culture

- i) To anchor notions of history and culture in education programmes,
- ii) To support history as a discipline, and
- iii) To integrate culture in national and continental renewal projects.

**3. *Putting Governance in the Service of all Africans:
Towards a New Social Contract***

- i) Responsibility of the elites,
- ii) Responsibility of ordinary citizens, and
- iii) Responsibility and relations between leaders and populations.

4. *Men, Women and Gender Complementarity*

- i) To transcend the limits of gender equality,
- ii) To guarantee a role for women in public life, and
- iii) To invest in girls' education.

5. *Language and Communication*

- i) Promotion of African languages, and
- ii) Freedom of expression - radio, TV, newspapers, ICTs, etc.

6. *Production and Trade*

- i) Infrastructures - roads, railroads, sea and air transport,
- ii) Production,
- iii) Trade, and
- iv) Currency and finance.

7. *Redefinition of Social Policy*

- i) Education,
- ii) Training,
- iii) Health, and
- iv) Housing.

8. *To Keep the Public Sphere Open and Democratic*

- i) Organisational pluralism,
- ii) Plural sources of information, and
- iii) Freedom of information.

9. Conflict, Violence and Peace

- i) Peacekeeping institutions and policies.

10. Renegotiation of Africa's Place in the World

- i) Preserve our individual and collective dignity, and
- ii) Support the economic, political and cultural presence of Africa at global level.

11. Research and Elaboration of Public Policies

- i) To think with our own heads with regards to our own realities,
- ii) Invest in research, and
- iii) Research and public decision-making.

12. To Reinvent our Future

- i) A future full of opportunities,
- ii) To position ourselves according to the highest governance and civism standards, and
- iii) An Africa made of free citizens.

We must continue the dialogue and accompany it with other initiatives at several levels and of various types (including research, teaching and political action) to attain a level of consensus that would be the concrete translation of our reconciliation with ourselves, and the reaffirmation of our commitment to Africa. The articles gathered in this book illustrate both the importance and the complexity of such a commitment.